



Lundi 23 septembre 2024

Beaucoup de bruit à Matignon... mais l'inspiration est en Martinique !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron-Barnier-Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions

de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations. Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1er octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement. Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

Circulez, il n'y a rien à voir

Lors du Webex de mardi dernier, le directeur de région a annoncé que les collègues de l'ordonnancement n'avaient pas de souci à se faire, malgré la restructuration annoncée au national. Mais il nous avait aussi rassurés sur les suppressions de postes lors de la fusion... avant d'annoncer la fermeture du service Multicanal !

Pas question de laisser spéculer les champions de la performance sur notre dos, ni de croire leurs sornettes. Notre solidarité est la seule garantie de nos emplois.

Tout va très bien Madame la Marquise

Toujours pendant le Webex, de nombreuses questions ont été posées sur les recrutements. Les réponses de la directrice RH ont été lacunaires. Il faut dire qu'elle venait d'analyser les chiffres comme de bons indicateurs. Merci, nous recevons tous les mails annonçant les arrivées. Mais le turn-over, lui, n'est jamais analysé, alors qu'il semble inquiétant sur certains sites. Quant à certains postes introuvables, on imagine l'insuffisance de la rémunération proposée. Et si tout le problème venait de là ?

Partage des profits

Suez, Veolia, Total, LVMH, etc, comme toutes les multinationales, sont bien connues pour leur gestion de l'intérêt général et leur mansuétude... Elles ont toutes des fondations caritatives afin de se donner une bonne image et surtout de payer moins d'impôts !

Régulièrement, la com' Suez nous invite à être solidaires au travers de leur dispositif. Solidaires, nous le sommes déjà, entre nous. Et l'intérêt général fait partie de nous, contrairement aux actionnaires qui eux ne voient que leurs profits. Faisons participer les actionnaires et il n'y aura plus besoin d'associations pour aider les plus précaires !

Indigestion de mails

Nous recevons sans cesse des floppées de mails Suez. Non seulement nous avons autre chose à faire que de lire tout cela, mais leur caractère publicitaire est plus que lassant. La boîte s'auto félicite de tout ce qu'elle fait. Si c'est pour stimuler notre fibre « corporate », pour nombre d'entre nous, c'est raté !

Une taxe coloniale toujours appliquée

Lors des manifestations massives contre la vie chère en Martinique, on a appris que les produits importés dans l'île – comme en Guadeloupe, en Guyane, à Mayotte et à la Réunion – étaient soumis

à une taxe du 17e siècle, « l'octroi de mer ». Censée protéger les productions locales des importations, en pratique, comme 90 % des produits consommés sur place sont importés, cette taxe contribue de façon non négligeable à faire monter les prix – 40 % plus élevés que dans l'Hexagone pour l'alimentaire. Façon pour Paris de perpétuer le néo-colonialisme contre lequel se bat la population locale.

L'État te casse, tu paies

Le gouvernement chercherait à faire des économies sur les arrêts maladies des fonctionnaires. Un rapport officiel préconise de faire passer le nombre de jours de carence en cas de maladie des fonctionnaires de un à deux voire trois jours, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %. Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes, il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes. À nous de le remettre à sa place par des luttes, pour vivre et pas survivre...

Myanmar : le typhon meurtrier « Yagi » aggrave la précarité

Le Myanmar fait état de 384 morts et 89 disparus depuis le passage du typhon « Yagi », ayant causé intempéries et inondations dans le pays, mais aussi au Vietnam, au Laos et en Thaïlande. Les conséquences du typhon sont dramatiques, elles ont touché 887 000 personnes au Myanmar selon l'ONU, et l'impact sur les infrastructures et les terres agricoles ne fait que renforcer la précarité. Aggravée par le réchauffement climatique, cette catastrophe arrive dans un pays meurtri par trois ans de guerre civile depuis la prise du pouvoir par la junte militaire en 2021 qui a fait des centaines de morts et forcé 2,6 millions de personnes à se déplacer. Pour se reconstruire, les habitants ne pourront pas compter sur la junte au pouvoir, mais bien seulement sur leurs propres forces.

Ouganda : vers une destruction « Total »

Le projet Tilenga en Ouganda, sous la direction de TotalEnergies, met en péril l'écosystème du parc national de Murchison Falls, principal réservoir de biodiversité du pays. Le forage des 419 puits et les nouvelles infrastructures (routes, oléoduc), perturbent grandement la faune, notamment les éléphants qui ont fui hors du parc et dévasté des villages aux alentours. Les populations sont aussi très impactées, car les infrastructures traverseront leurs terres. Contre ce ravage, des militants écologistes et des communautés concernées se mobilisent, malgré la répression féroce de la police.